

L'Express, 1^{er} novembre 1962, n° 594, p. 10.

Thomas Lenoir

«Le nouveau R.P.F. Pour lancer son “Association pour la V^e”, M. André Malraux avait – presque – tout prévu.»

M. André Malraux s'était assez vite consolé d'avoir dû, à la veille du référendum, remettre à plus tard la séance inaugurale de «L'Association pour la V^e République» pour cause d'encombrement gaulliste du petit écran. Puisqu'il lui était impossible de contribuer au triomphe du «oui», du moins serait-il le premier à en bénéficier quarante-huit heures après le verdict populaire.

Ce qui s'est passé depuis le 13 mai 1958, ce n'est, pour le ministre de la Culture, qu'un prologue. La vraie V^e République, la grande – celle dont il rêve depuis la retentissante création, en avril 1947, du Rassemblement du Peuple Français, et son non moins retentissant écho – elle va naître de cette «Association pour la V^e République» à laquelle, mardi soir, la R.T.F. a généreusement réservé une bonne demi-heure d'antenne.

Tout a été prévu pour donner à cette soirée l'éclat nécessaire, un éclat que l'Association répercutera aussitôt sur les candidats gaullistes. Tous les collègues de M. André Malraux sont là. Premier ministre en tête. Et dans la salle, toujours fidèles si un peu plus chenus, les fidèles «Compagnons» du R.P.F., la plupart d'entre eux en tout cas.

La machine

On n'a d'ailleurs pas prévu que l'apparat. Une machine soigneusement conçue avait été mise en place depuis quinze jours environ. A sa tête, les hommes des réseaux gaullistes pour lesquels déjà, dans la terminologie particulière des services secrets, l'Association pour la V^e République est devenue «A.5.R». Le premier noyau a été formé par «L'Association pour le soutien au général de Gaulle» qui, en 1958, a

regroupé une partie des anciens de la France Libre derrière le colonel Duperrier. Si cette Association est demeurée dans l'ombre pendant quatre ans, ses membres n'en ont pas moins été actifs, rendant au pouvoir, discrètement, de nombreux services, parfois politiques, parfois d'une autre nature. Dans chaque ministère, dans chaque administration, dans chaque entreprise nationalisée elle a ses «correspondants».

C'est l'un d'eux qui est devenu secrétaire général de «L'Association pour la V^e République»; il s'appelle Jean Runel. Tout ce qui concerne «A.5.R» passera entre ses mains. Jean Runel, négociant en vins, sous la IV^e République, voyageait déjà beaucoup sur les rives de la Méditerranée. Sous la V^e, son camarade de l'Association de soutien, M. Yvon Morandat, ancien délégué de la France Libre en zone occupée, lui procure une place importante aux Charbonnages de France : attaché politique auprès du service commercial. A ce titre, il est appelé à faire de fréquents séjours à Alger où il travaille avec Jacques Coup de Fréjac, directeur de l'Information auprès de M. Paul Delouvrier à Alger. M. Coup de Fréjac, directeur d'une agence de publicité industrielle, «Information et Entreprise», vient de se voir confier tout le secteur propagande de l'«A.5.R».

L'Association ne retombera pas dans les erreurs du R.P.F. Le but est le même : l'édification d'une République «pure et dure», la révolution nationale gaulliste. Mais les circonstances sont différentes et, d'abord, cette fois-ci, on est au pouvoir, c'est-à-dire qu'on dispose de tout l'appareil de l'Etat avec les immenses moyens financiers – l'histoire sombre des dettes du R.P.F. ne se reproduira pas – et de propagande que l'on sait.

Tout a donc été prévu dans les moindres détails – sauf, comme c'est presque toujours le cas dans les entreprises politiques, la faille, l'erreur d'analyse tellement énorme que personne ne semble s'y être arrêté et qui n'apparaîtra que dans la soirée du dimanche 28 octobre lorsqu'on apprendra tout simplement qu'il n'y a pas de triomphe du «oui» mais une majorité justement faible, médiocre et aléatoire, celle-là même qu'avait récusée à l'avance le général de Gaulle.

M. André Malraux, qui n'aime rien tant que le combat, n'est pas mécontent de ce coup du sort : il échafaude aussitôt un plan audacieux pour le grand affrontement. Le général de Gaulle va s'engager solennellement en faveur de l'Association pour la V^e

République. Il va désigner lui-même les candidats gaullistes. L'organisation se portera au secours des hommes menacés, arbitra la lutte dans les circonscriptions en ballottage, arrachera la décision chaque fois que cela sera nécessaire.

Mais, déjà quelques rumeurs inquiétantes parviennent de l'Hôtel Matignon.

«Si le Général est resté seul pendant vingt-quatre heures à Colombey, y dit-on, c'est pour réfléchir». Les résultats du référendum n'ont pas été une surprise pour lui dans la mesure où, dès le jeudi précédant la consultation, un sondage confidentiel de l'I.F.O.P. lui avait annoncé comme un fait acquis qu'il n'aurait pas la majorité qu'il exigeait, celle des inscrits. Mais si le Président de la République s'était résigné à cette défaite, s'il était préparé à la multiplication des «non», il n'en fut pas moins «profondément choqué», selon les termes d'un membre de son entourage, du nombre élevé d'abstentions. Habitué à porter à son crédit personnel, après les précédents référendums, les voix d'un pays las de la guerre d'Algérie, il découvrait soudain les limites exactes de son pouvoir, celles du gouvernement par la télévision.

Les mains vides

Si, malgré ses menaces, il se maintenait au pouvoir, allait-il devoir composer avec les adversaires qu'il n'avait pas réussi à tailler en pièces afin de trouver avec eux, après les élections, une majorité de gouvernement ? C'est cela que, dès le dimanche soir, M. Maurice Schumann, son plus fidèle M.R.P., proposait publiquement. C'est cela que dès lundi, plus discrètement, M. Georges Pompidou préparait.

Mardi, le Premier ministre arborait un sourire rassuré en quittant l'Élysée où de Gaulle venait de rentrer. Il avait été entendu, lui semblait-il. Le Général ne parlerait pas avant la réunion du Conseil des ministres de mercredi. Le meeting du Palais de Chaillot aurait donc lieu avant qu'aucune décision ne soit annoncée. Bon gré mal gré, M. André Malraux serait contraint au calme.

Mardi soir, en effet, au Palais de Chaillot, si tout le cabinet est là, siégeant dans les loges comme au banc des ministres pour cautionner l'entreprise du ministre de la Culture auquel le protocole réserve depuis 1958 la préséance sur tous ses collègues,

celui-ci arrive les mains vides. La séance commence par un film américain à la gloire de De Gaulle. Et puis Malraux prend la parole, brillant, incisif, sarcastique, mais finalement décevant pour ces quelque 2000 gaullistes qui attendent en vain cette lettre de crédit du Général dont ils rêvent obstinément depuis 1958. La réunion, dont la fin était prévue pour 22 heures, se termine abruptement après le discours de M. Malraux à 20 h. 20.

Le nouveau R.P.F. est donc né. Mais il est né dans des conditions plus ambiguës encore que le premier puisqu'il n'essaie pas cette fois de prendre le pouvoir. Il est pris. Ni de changer la Constitution. Elle est changée. Ni de forcer de nouvelles élections. Elles vont avoir lieu. Alors ?

Alors, au cocktail offert après la réunion, les dirigeants gaullistes se résignent à discuter entre eux des futures combinaisons gouvernementales. On établit un barème : si l'U.N.R. conserve 110 députés au moins, Pompidou restera à Matignon; avec moins de 100 députés de Gaulle appellera Chaban-Delmas. On parle un peu quand même de Pflimlin ou d'Edgar Faure. On s'accorde pour dire que Michel Debré n'est pas sur les rangs car il poserait trop de conditions. Enfin, on baisse un peu la voix pour évoquer l'hypothèse dramatique : au-dessous de 80 U.N.R., de Gaulle s'en irai.

Mercredi matin, M. Albert Ollivier, directeur des programmes à la Télévision, trouvait sur son bureau un rapport signalant le nombre exorbitant de protestations reçues par téléphone, après la retransmission du discours de M. André Malraux.

* * *

M. Malraux à la T.V.

Mardi, au journal de 20 heures, la télévision nous a présenté M. André Malraux prononçant à Chaillot son allocution gaulliste. Le moins qu'on puisse dire est que ce fut un spectacle pénible, et pour ses amis, et pour ses adversaires. Les opinions de M.

Malraux ne sont pas mises en cause : il les a développées avec une sincérité émouvante et en élevant le débat à des hauteurs où son parti, d'habitude, respire assez mal. Mais devant cet orateur en gros plan, ignorant les lois élémentaires de la télé, pris sous un angle caricatural, défiguré et grimaçant, il était permis d'avoir honte, oui : honte et mal de l'image que les contingences politiques nous donnaient d'un homme que nous avons admiré, qui reste à tant d'égards admirable. Qui est responsable de ce spectacle effarant ? L'homme lui-même, s'il est vrai qu'on n'est jamais trahi que par soi ? Ou la télévision qui rend aimables tant d'imbéciles mais qui peut-être aurait ridiculisé un Pascal ou un Dostoïevski ? Je ne sais quelle réponse donner à cette question. Mais, en tout cas, c'est une des graves questions du siècle.

Morvan Lebesque